

Nous, représentants des personnels enseignants du collège Le Mont d'Or à Manosque, exprimons nos questionnements au sujet de la réforme du collège entrant en vigueur à la rentrée 2016.

Si nous pensons que le collège actuel ne peut pas rester en l'état, nous pensons que cette réforme n'est pas celle qu'il faut, à notre collège, à nos élèves, à nos métiers.

Tout d'abord, nous questionnons la réduction des horaires des disciplines au profit de dispositifs mal définis tels que les EPI, Enseignements Pratiques Interdisciplinaires, qui, en outre, imposent un cadre artificiel et contraignant à des actions qui sont déjà développées au sein de notre établissement.

Nous déplorons la suppression des enseignements d'options tels que le grec et le latin. A leur place, un EPI Langues et Culture de l'Antiquité voit le jour, auquel **peut** s'ajouter **localement** un "Enseignement de complément". Les options Grec et Latin, contrairement à ce qui a pu être sous-entendu, ne sont pourtant pas réservées à quelques élèves triés sur le volet : elles sont ouvertes à tous les élèves qui le souhaitent et il n'y a pas de sélection. Ce ne sont donc pas des options élitistes. Les élèves suivant ces enseignements ne sont pas regroupés dans une classe de latinistes ou d'hellénistes, mais répartis sur plusieurs classes : ce ne sont donc pas des options ségrégatives.

Nous refusons aussi la perte horaire en français et mathématiques notamment :

l'accompagnement personnalisé, dispositif dont nos élèves ont un réel besoin, ne peut pas se faire au détriment des heures de cours. Nous rejetons d'ailleurs la nouvelle appellation « accompagnement personnalisé » qui sera réalisé en classe entière alors que jusqu'à présent, les professeurs de français, de mathématiques, et de documentation intervenaient avec des tiers de classe en 6<sup>e</sup> au sein de notre établissement.

En outre, que devient l'aide aux devoirs qui était proposée en plus des heures de l'emploi du temps à tous les élèves de notre collège sur la base de leurs besoins, et qui avait montré son efficacité ?

En ce qui concerne la mise en place de l'EIST, Enseignement Intégré de Science et Technologie, il n'y a aussi aucune garantie que les groupes à effectifs allégés soient conservés, dispositifs sans lesquels on ne peut espérer réaliser un apprentissage efficace de la méthodologie propre à ces disciplines.

Sur le plan des moyens engagés, nous nous demandons aussi comment mener à bien l'extension de « l'usage des outils numériques » que doivent favoriser les EPI, sans le recrutement à temps complet – et non sous contrat précaire comme c'est le cas actuellement – de personnel qualifié pour gérer le parc informatique et répondre à nos demandes.

Quant au renouvellement des manuels annoncé sur deux ans, nous n'avons pour l'instant aucune certitude que cela soit économiquement réalisable au sein de notre département aux moyens réduits.

Enfin, nous rejetons la mise en concurrence des disciplines au sein du conseil pédagogique afin de se répartir les « marges horaires » octroyées.

Nous rejetons la pédagogie de projet si elle est imposée sur les heures de cours et sans temps de concertation pour préparer des démarches et contenus exigeants.

Mettre en œuvre une réforme, dans la précipitation, dès la rentrée prochaine, aux quatre niveaux en même temps, avec de nouveaux programmes et de nouvelles modalités d'évaluation mais sans véritable formation, est déjà une gageure.

Pour nous, une réforme du collège suppose notamment:

- une formation initiale et continue digne de ce nom
- le respect du principe d'une véritable consultation des personnels sur des sujets d'une telle importance
- des enseignements disciplinaires solides et reconnus sans nivellement par le bas, des horaires nationaux, non globalisés
- le maintien des enseignements de latin et de grec
- la baisse significative des effectifs par classe
- des programmes cohérents et lisibles, faisant sens pour les élèves et permettant de construire progressivement l'interdisciplinarité, sur la base du volontariat, avec des moyens de concertation

Pour toutes ces raisons, nous demandons l'abrogation de cette réforme, qui au-delà de son inefficacité prévisible, fragilisera davantage notre système éducatif.

Enseignants du Collège Le Mont d'Or.

.